



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

TRADE/WP.8/SEM.27/2004/1
30 juin 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Groupe de travail pour le développement de l'industrie
et de l'entreprise

**Forum sur la coopération du secteur public et
du secteur privé à la restructuration industrielle**

Almaty (Kazakhstan), 3 et 4 novembre 2004

Note d'information

Introduction

1. La présente note donne des renseignements concernant le Forum sur la coopération du secteur public et du secteur privé à la restructuration industrielle, organisé conjointement par la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à l'invitation et en collaboration avec le Gouvernement kazakh, avec le concours de l'Union des économistes du Kazakhstan, du «projet TENIR» basé à Almaty et de la «PACC Consulting i Audit» de Moscou. Le Forum aura lieu à Almaty (Kazakhstan) les 3 et 4 novembre 2004.

2. À un stade avancé de la réforme du marché, la restructuration devient très importante pour adapter l'industrie des pays en transition aux exigences de l'économie mondiale moderne. Des lois et règlements favorables, un cadre institutionnel propice et un financement idoines sont indispensables pour progresser dans ce domaine. L'expérience acquise par les pays développés à économie de marché et les pays en transition montre en outre qu'une concertation permanente et la participation des intéressés aux décisions et aux activités contribuent au succès de la restructuration industrielle. Une coopération étroite entre les pouvoirs publics, les agents économiques, les syndicats et le grand public, à l'échelle nationale, régionale et locale, garantit une restructuration industrielle conforme à l'intérêt collectif, qui profite à toutes les couches de la population.

Objectifs

3. Les débats porteront sur les principaux aspects de la coopération du secteur public et du secteur privé à la restructuration industrielle dans la région de la CEE (y compris les pays en transition), et tout spécialement sur l'action au niveau régional et local. Le Forum offrira aux représentants des pouvoirs publics et des autres partenaires sociaux l'occasion d'étudier les moyens de renforcer leur collaboration. On insistera en particulier sur la nécessité de concilier les programmes publics de développement régional avec les plans de restructuration des entreprises, ainsi que d'encourager l'entrepreneuriat local et les PME.

4. Les pays en transition doivent relancer l'économie locale dans des régions sous-développées et déshéritées, tâche ardue s'il en est. Le plus difficile est sans doute de restructurer l'industrie dans les villes et les régions vouées jusqu'alors à un seul type d'activité. Il est donc important que les pouvoirs publics, les collectivités locales et les entrepreneurs discutent de la façon de régler conjointement les problèmes économiques, financiers et sociaux posés par la restructuration, et qu'ils étudient les possibilités offertes par de nouvelles formules – sous-traitance, externalisation, regroupement, etc. Les échanges de vues qui auront lieu pendant le Forum ainsi que la documentation qui s'y rapporte devraient faciliter l'établissement de recommandations adressées aux organes et organismes publics qui s'occupent de la restructuration industrielle et de l'aménagement du territoire.

Lieu

5. Le Forum aura lieu à l'hôtel Rahat-Palace (Hyatt Regency Almaty), à l'adresse suivante: avenue Akademik Satpayev, 29/6, Almaty.

Organisation

6. Le Forum se déroulera les 3 et 4 novembre 2004. L'inscription des participants se fera à partir de 8 h 30 le 3 novembre. Le Forum commencera le même jour à 10 heures et se terminera le 4 novembre à 18 heures. Il comprendra une séance d'ouverture, quatre réunions de travail et une table ronde sur les moyens de promouvoir la coopération du secteur public et du secteur privé à la restructuration industrielle. Le Président présentera brièvement la question; son intervention sera suivie d'exposés thématiques et d'un débat général. Il résumera ensuite les discussions. La table ronde du second jour sera entièrement consacrée à un échange de vues entre les personnes ayant présenté des exposés thématiques et les autres participants au Forum.

Participation

7. Peuvent prendre part au Forum les parties intéressées des États membres de la CEE et d'autres États Membres de l'ONU, ainsi que les représentants des institutions spécialisées des Nations Unies et des organisations internationales participant aux activités de la Commission. On compte sur la présence de très nombreux représentants des pouvoirs publics, des collectivités locales, des administrations régionales et locales, des milieux universitaires et de l'industrie.

8. Les gouvernements sont invités à informer du Forum leurs organismes nationaux et régionaux, les syndicats, les associations professionnelles, l'industrie, les sociétés de consultants et d'autres organismes intéressés, afin que cette réunion attire les meilleurs spécialistes de la restructuration industrielle sous tous ses aspects.

Frais d'inscription

9. Il n'y a aucun frais d'inscription. Les frais de voyage et d'hébergement sont à la charge des participants.

Passeports et visas

10. Les participants doivent être en possession d'un passeport en cours de validité. Pour le visa d'entrée (si nécessaire), ils doivent s'adresser à la représentation diplomatique du Kazakhstan dans leur pays de résidence. Il est conseillé de s'y prendre très tôt pour la demande de visa. Le secrétariat de la CEE fournira aux participants qui en ont besoin et qui lui en font directement la demande une lettre confirmant leur participation au Forum, à l'intention des autorités kazakhes (consulats).

Préinscription

11. Les intéressés sont invités à remplir le formulaire d'inscription ci-joint (annexe I) et à le renvoyer au plus tard le 22 octobre 2004 à:

M. Iouri Adjoubei
Bureau 429-2
Division de la restructuration industrielle, de l'énergie et du développement des entreprises
CEE-ONU
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
(Suisse)

Fax: +41 22 917 0178 ou 917 0037
Courriel: iouri.adjoubei@unece.org

Documentation

12. Les pays membres de la CEE, les organismes intergouvernementaux, les organisations non gouvernementales, les sociétés et les experts qui participeront au Forum sont invités à présenter des communications sur les thèmes indiqués dans le programme de travail provisoire (annexe II).

13. Les communications, rédigées dans une des langues de travail de la Commission (anglais, français ou russe), doivent parvenir au secrétariat avant le 8 octobre 2004. Les intéressés sont encouragés à les soumettre sous forme électronique, de préférence par courriel. La présente note d'information sur le Forum, les documents de travail et les communications des participants seront affichés sur le site Web de la CEE à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/ie/wp8/almt.html>. Les documents disponibles sous forme électronique seront distribués par courriel aux participants inscrits, deux semaines environ avant le Forum. Un nombre limité d'exemplaires sur papier des documents de travail et des communications sera mis à leur disposition dans la salle de conférence pendant le Forum.

Interprétation et auxiliaires audiovisuels

14. L'interprétation simultanée sera assurée en anglais et en russe. Il y aura des projecteurs de diapositives, ainsi que du matériel informatique pour les exposés (PowerPoint).

Voyage et hébergement

15. Les participants doivent organiser eux-mêmes leur voyage et leur hébergement à Almaty.

Liste d'hôtels

16. Voici une liste d'hôtels assez bien placés par rapport au lieu du Forum (les tarifs ont été communiqués par les hôtels ou repris de leur site Web):

Hôtel Rahat-Palace (Hyatt Regency Almaty)
Avenue Akademik Satpayev, 29/6 (lieu du Forum)
Chambre simple: 205 dollars É.-U. + TVA 15 %;
chambre double: 225 dollars É.-U. + TVA 15 %
Tél./fax: 007 3272 508 888; renseignements: 007 3272 501 234/509 234
Courriel: mailbox@hyatt.almaty.kz
Site Web: <http://almaty.regency.hyatt.com>

Hôtel Zhetysu
Avenue Abylai Khan, 55 (situé à environ 15 à 20 minutes du lieu du Forum, par les trolleys n^{os} 5 et 6, et le bus n^o 492)
Chambre simple: 2 700 à 7 000 tenge + 5 % pour l'assurance obligatoire;
chambre double: 4 000 à 6 000 tenge + 5 % pour l'assurance obligatoire
(le taux de change est d'environ 135 tenge pour 1 dollar É.-U.)
Tél.: 007 3272 500 407.
Fax: 007 3272 500 416.
Courriel: jjoly@asdc.kz
Site Web: <http://www.zhetysuhotel.kz>.

Hôtel Almaty
Rue Kabanbai batyr, 85
(situé à environ 10 à 15 minutes du lieu du Forum par les trolleys n^{os} 5 et 6)
Chambre simple: de 4 700 à 9 200 tenge;
suite: 15 200 tenge (le taux de change est d'environ 135 tenge pour 1 dollar É.-U.).
Tél.: 007 3272 720 047/720 070
Fax: 007 3272 720 080
Courriel: hotel_almaty@mail.ru; hotel_almaty@nursat.kz
Site Web: <http://www.hotel-almaty.kz>

Hotel Kazakhstan

Avenue Dostyk, 52 (à une quinzaine de minutes du lieu du Forum par le trolley n° 19,
le bus n° 79 ou les minibus n°s 525, 518, 552 et 553)

Chambre simple: 9 300 tenge; chambre double: 10 500 tenge

(le taux de change est d'environ 135 tenge pour 1 dollar É.-U.)

Tél.: 007-3272 919 600; renseignements: 007 3272 919 101/919 102/919 103

Fax: 007 3272 507-809;

Courriel: hotel_kazakhstan@nets.kz

Site Web: <http://www.hotel-kazakhstan.kz/>

Hotel Astana International

Rue Baitursynov, 113 (à environ 10 minutes à pied du lieu du Forum)

Chambre simple: 22 500 tenge; chambre double: 24 000 tenge

(le taux de change est d'environ 135 tenge pour 1 dollar É.-U.)

Tél./fax: 007 3272 501 060; renseignements: 007 3272 507 050

Courriel: info@Astana-hotel.com

Site Web: <http://www.astana-hotel.com/eng/index.htm>

Hôtel Régent Ankara

Rue Zheltoksan, 181 (à environ 10 minutes du lieu du Forum par le bus n° 128)

Chambre simple: 295 dollars É.-U.; chambre double: 315 dollars É.-U.

Tél.: (7 327) 581 1111

Fax: (7 327) 581 1100

Courriel: business@regent-almaty.kz

Site Web: <http://www.regenthotels.com/hoteldirectory/hotelbio.jsp?hotelcode=kaalmaty>

Autres renseignements

Pour de plus amples renseignements sur le Forum, on peut s'adresser aux personnes suivantes:

M. Sailau Baizakov
Directeur général adjoint
Institut de la recherche économique
Ministère de l'économie et de la
planification budgétaire
République du Kazakhstan
Tél.: (+7 3272) 434 433

M^{me} Larissa Neufeld
Économiste et environnementaliste
Centre de l'OSCE à Almaty
Tél.: (+7 3272) 793 762/793 686/582 309

M. Iouri Adjoubei
Économiste
Secrétariat de la CEE-ONU
Tél.: (+41 22) 917 2488 ou 917 1964

M. Daniel Linotte
Conseiller économique principal
Bureau du Coordonnateur de l'OSCE
Activités économiques et environnementales
Secrétariat de l'OSCE
Tél.: (+43 1) 51436 541

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

PROGRAMME PROVISOIRE DU FORUM

**«COOPÉRATION DU SECTEUR PUBLIC ET DU SECTEUR PRIVÉ
À LA RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE»**

3 et 4 novembre 2004, Almaty (Kazakhstan)



NATIONS UNIES

Mercredi 3 novembre 2004

10 h 00 – 10 h 15 SÉANCE D'OUVERTURE

Allocutions liminaires: Ministre de l'industrie et du commerce du
Kazakhstan
Secrétaire exécutif de la CEE-ONU
Haut fonctionnaire de l'OSCE

**Premier jour LA RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE: SOLUTIONS QUI
S'OFFRENT AUX ENTREPRISES ET OBSTACLES EXTERNES**

**10 h 15 – 13 h 00 PREMIÈRE RÉUNION DE TRAVAIL. COOPÉRATION DU
SECTEUR PUBLIC ET DU SECTEUR PRIVÉ: QUESTIONS
À RÉGLER**

Président: à désigner

10 h 15 – 12 h 00 Exposés thématiques:

- a) Évolution du cadre institutionnel et réglementaire de la restructuration industrielle dans les pays en transition; objectifs des politiques et programmes publics de développement sectoriel et d'aménagement du territoire, et rôle du secteur privé dans ce domaine. Appui de l'État aux entreprises en cours de restructuration, instruments propres à faciliter leur réorganisation et mesures visant à atténuer les problèmes sociaux connexes. Règles régissant l'établissement et l'exploitation de nouvelles PME et de firmes-rejetons et mesures destinées à encourager l'entrepreneuriat;
- b) Principaux désaccords entre les intéressés et problèmes qui subsistent. Obligations officielles et officieuses des pouvoirs publics, des entreprises et des syndicats. Les conseils consultatifs associant le secteur public et le secteur privé et leur expérience de la coopération avec l'État et les administrations régionales. Moyens d'améliorer les mécanismes actuels de participation des intéressés aux décisions prises par les pouvoirs publics en matière de restructuration;
- c) Rôle de l'assistance internationale et des organismes donateurs dans la restructuration. Leur interaction avec les pouvoirs publics et le secteur privé. L'assistance internationale en tant que moyen de propager les meilleures pratiques suivies par d'autres pays en matière de restructuration. Orientations et objectifs futurs des activités des organisations internationales dans ce domaine.

Intervenants: Représentant du gouvernement d'un pays en transition
Représentants d'administrations régionales et de municipalités
Représentants du secteur privé (entreprises en cours
de restructuration et firmes-rejetons)
Représentants d'institutions financières internationales

12 h 00 – 13 h 00 Débat général

13 h 00 – 15 h 00 Déjeuner

15 h 00 – 18 h 00 DEUXIÈME RÉUNION DE TRAVAIL. NOUVEAUX MODÈLES DE RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES: EXPÉRIENCE DES PAYS DÉVELOPPÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ ET DES PAYS EN TRANSITION

Président: à désigner

15 h 00 – 17 h 00 Exposés thématiques:

- a) Restructuration des capacités excédentaires et des capacités sous-utilisées des entreprises; mise à profit des infrastructures inutilisées pour créer des parcs industriels et technologiques; l'expérience de nouvelles sociétés-rejetons; possibilité d'attirer des investisseurs étrangers. Harmonisation des plans de restructuration et des programmes de développement national et régional. Les capacités excédentaires en tant que bases de la coopération industrielle. L'expérience de l'externalisation. Gestion de la chaîne des sous-traitants sur les sites industriels intégrés (aspects logistiques et technologiques). Systèmes de production économes en ressources;
- b) Restructuration des unités et services auxiliaires: leur transformation en petites et moyennes entreprises de services et promotion de l'initiative parmi leur personnel; création de filiales spécialisées dans les services (centres de services); coopération avec des sociétés extérieures spécialisées, sur la base d'une réaffectation des actifs et moyennant des contrats de gestion. Externalisation des activités auxiliaires et des services; mécanisme des relations entre l'entrepreneur principal et les sous-traitants; tarification des services, appels d'offres et contrôle de la qualité par l'entrepreneur principal;
- c) Gestion de la restructuration: gestion des projets; planification, contrôle, prévention des différends. Scission des immobilisations, des actifs à court terme et des créances; réduction et réaffectation du personnel; négociation d'accords avec des parties prenantes extérieures (propriétaires de l'entreprise, créanciers, organismes publics, sous-traitants et syndicats).

Intervenants: Directeurs d'entreprises en cours de restructuration
Représentants d'organismes publics à vocation économique et sociale
Représentants d'administrations régionales et de municipalités
Représentants de syndicats

17 h 00 – 18 h 00 Débat général

Jeudi 4 novembre 2004**Deuxième jour LA RESTRUCTURATION DANS LES PAYS EN TRANSITION
SOUS L'ANGLE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE****10 h 00 – 13 h 00 TROISIÈME RÉUNION DE TRAVAIL. COMMENT RÉSOUDRE
LES PROBLÈMES DES VILLES ET ZONES
MONOINDUSTRIELLES**

Président: à désigner

10 h 00 – 12 h 00 Exposés thématiques:

- a) Les problèmes des villes et zones monoindustrielles dans les pays développés à économie de marché et les pays en transition: points communs et particularités; l'héritage de la planification centrale; profils industriels et géographiques des villes monoindustrielles dans les pays en transition. Principaux problèmes à résoudre: manque de compétitivité des entreprises, chômage massif suite à la fermeture d'entreprises ou à la compression des effectifs; absence d'autres possibilités d'emploi; faiblesse des revenus des ménages et obstacles à la mobilité géographique;
- b) La question des services publics auparavant fournis par des entreprises motrices (établissements médicaux, garderies et jardins d'enfants, écoles primaires, etc.); responsabilités des autorités locales et possibilités d'initiative privée;
- c) Coopération du secteur public et du secteur privé à la solution des problèmes des villes et régions monoindustrielles dans les pays développés et les pays en transition; création de nouvelles possibilités d'emploi et rôle des programmes de recyclage; subsides aux familles des travailleurs licenciés et aide visant à favoriser leur mobilité; transfert de services publics sous l'égide d'administrations locales ou d'entreprises indépendantes; le rôle des firmes-rejetons, des pépinières d'entreprises et des parcs technologiques.

Intervenants: Représentants d'administrations régionales et de municipalités
Directeur d'une entreprise motrice (d'une ville monoindustrielle) d'un pays développé à économie de marché
Dirigeants d'entreprises motrices (de villes monoindustrielles) de pays en transition

12 h 00 – 13 h 00 Débat général**13 h 00 – 15 h 00 Déjeuner**

15 h 00 – 16 h 30 QUATRIÈME RÉUNION DE TRAVAIL. LE RÔLE DU REGROUPEMENT INDUSTRIEL ET TERRITORIAL DANS LA RESTRUCTURATION

Président: à désigner

Exposés thématiques:

- a) Objectifs du regroupement sectoriel et territorial (meilleure exploitation des ressources locales et des avantages concurrentiels, plus forte valeur ajoutée à l'échelon local, croissance des revenus par habitant et de l'emploi, remplacement des importations et augmentation des exportations); l'expérience internationale en ce qui concerne le regroupement d'entreprises dans des régions et zones défavorisées et sous-développées. Étude de cas de regroupement dans des pays en transition et mécanismes de coopération entre les administrations régionales et les entreprises;
- b) La transformation structurelle grâce au regroupement: conditions indispensables au succès et limites. Possibilités de suivre l'exemple d'autres pays en matière de regroupement. Problèmes et questions non réglés concernant la coopération du secteur public et du secteur privé au niveau local et régional. Conseils aux gouvernements des pays en transition.

Intervenants: Représentants d'entreprises regroupées de pays développés à économie de marché et de pays en transition, ainsi que de leurs associations Représentants d'administrations régionales

16 h 30 – 18 h 00 TABLE RONDE: PROMOTION DE LA COOPÉRATION DU SECTEUR PUBLIC ET DU SECTEUR PRIVÉ À LA RESTRUCTURATION

Cette table ronde sera consacrée à un échange de vues, entre les représentants d'organismes publics chargés de la restructuration industrielle, d'entreprises privées, de syndicats, d'associations d'employeurs et d'organisations internationales, sur les moyens de faciliter le dialogue et la participation aux décisions en vue d'une restructuration industrielle qui serve l'intérêt général. Le débat sera axé sur les politiques et les possibilités de coopération au niveau régional et local. Des représentants d'administrations régionales et locales y prendront part. Les participants s'efforceront de formuler des recommandations concrètes à l'intention des organismes publics qui s'occupent de la restructuration industrielle et étudieront certaines mesures de suivi.

Animateurs: Intervenants ayant présenté des exposés aux réunions précédentes.



UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA

Conference Registration Form

Please Print

Title of the Conference

Date : _____

Forum "Public-Private Co-operation in Industrial Restructuring", Almaty, Kazakhstan, 3-4 November 2004

Organization or Agency

Participant

Mr. ☐

Family Name

First Name

Mrs. ☐

Ms. ☐

Participation Category

Head of Delegation ☐

Observer Organization ☐

Participating From / Until

Delegation Member ☐

NGO (ECOSOC Accred.) ☐

From

Observer Country ☐

Other (Please Specify Below) ☐

Until

Do you have a badge issued as a mission diplomat or employee, NGO card issued in Geneva or a long-duration conference badge issued at Geneva. If so, PLEASE TICK HERE ☐

Document Language Preference

English ☐

French ☐

Other ☐

Official Occupation (in own country)

Passport or ID Number

Valid Until

Official Telephone N°.

Fax N°.

E-mail Address

Permanent Official Address

Address in Geneva

Accompanied by Spouse

Yes ☐

No ☐

Family Name (Spouse)

First Name (Spouse)

On Issue of ID Card

Participant Signature

Spouse Signature

Date

Participant photograph if form is sent in advance of the conference date.

Please PRINT your name on the reverse side of the photograph

Spouse photograph if form is sent in advance of the conference date.

Please PRINT your name on the reverse side of the photograph

Security Use Only

Card N°. Issued

Initials, UN Official